

**MESSAGE DE S.E. MARC RAVALOMANANA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
CONFERENCE INTERNATIONALE DE SUIVI SUR LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT
DOHA, QATAR, DU 29 NOVEMBRE AU 02 DECEMBRE 2008**

Monsieur le Président,
Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et Chefs de
Gouvernement
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous lire le message que son Excellence Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, a souhaité nous adresser.

Madagascar s'associe à l'ensemble de la communauté internationale pour présenter ses condoléances au peuple indien frappé de plein fouet par les derniers évènements.

Mesdames et Messieurs,

Le Consensus de Monterrey de mars 2002 affirmait vouloir, **je cite** : « mobiliser et utiliser plus efficacement les ressources financières (...) pour éliminer la pauvreté, améliorer la situation sociale et élever le niveau de vie, et protéger l'environnement ». **Fin de citation.**

Depuis, des conférences et des réunions de haut niveau, toutes pleines de promesses, ont été organisées. Nous sommes réunis à Doha, non seulement pour faire l'état de la réalisation de ces promesses, mais surtout pour voir comment gérer l'avenir.

Aujourd'hui, nous sommes tous confrontés à une situation sans précédent. Dans ce contexte de crise globale, nous devons agir et non subir. Pays développés et pays en développement devraient constituer un front commun pour faire face ensemble aux défis. Nous devons assumer nos responsabilités avec courage et détermination, car l'avenir, la stabilité et la prospérité du monde en dépendent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je peux vous affirmer que Madagascar, comme beaucoup de pays en Afrique, redouble d'efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Dans notre Madagascar Action Plan (MAP), notre feuille de route pour cinq ans, nous avons des objectifs très ambitieux, car nous voulons tenir nos promesses envers le peuple malgache.

Madagascar s'est résolument attelée à asseoir la démocratie et à renforcer la bonne gouvernance : la lutte contre la corruption est entrée dans les mœurs, la décentralisation financière complète la mise en place des structures. Avec beaucoup d'efforts, nous avons atteint une croissance économique de 6 à 7 %. L'inflation a baissé. Nous avons augmenté la pression fiscale. Nous sommes fiers d'être reconnus et de figurer parmi les pays les plus performants. Nous sommes sur la bonne voie et nous progressons, mais nous devons renforcer nos acquis, car notre économie est encore fragile.

En effet, à l'instar de nombreux pays africains, Madagascar est confronté depuis des décennies à une crise qui, visiblement, mobilise toutes les énergies, mais reste entourée de nombreuses incertitudes en ce qui concerne la thérapie appropriée et les échéances. Il s'agit de la crise de la pauvreté.

A cette crise sont venues se superposer les crises alimentaire, énergétique, climatique et financière qui entravent nos efforts pour atteindre les OMD, car ils constituent des défis supplémentaires.

Ces défis supplémentaires requièrent des ressources additionnelles. D'autant plus que les pays en développement risquent de se trouver dans l'obligation d'utiliser une partie des ressources allouées au développement afin de faire face à la crise alimentaire mondiale, surtout pour soulager les couches les plus vulnérables.

Il y a quelques années, nous avons reconnu la nécessité d'une « Révolution Verte », surtout pour l'Afrique. Nous, à Madagascar, nous avons lancé notre vision « Madagascar – *naturellement!* » pour promouvoir le développement du monde rural.

La crise alimentaire mondiale requiert une action concertée pour augmenter la production. La sécurisation foncière, l'accès aux engrais, aux semences améliorées, aux petits matériels agricoles et aux marchés européens, assureront le succès de cette révolution verte.

Cependant, ces crises ne devraient pas servir d'excuses pour ne pas tenir les promesses faites.

S'agissant de Madagascar, le Gouvernement confirme sa volonté politique de tenir ses engagements vis-à-vis de la population, en particulier les objectifs de réduction de la pauvreté en cohérence avec les OMD.

Quant aux partenaires, un appel est lancé à leur égard pour qu'ils confirment leurs engagements, en particulier à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement et à doubler l'aide pour l'Afrique, comme mentionné par certains des intervenants durant la première journée de nos assises. Et pour une efficacité accrue de cette aide, nous sommes convaincus qu'une révision en profondeur de la notion de conditionnalité est indispensable. En effet, le partenariat devrait s'engager davantage vers un appui à l'atteinte de résultat plutôt que de se cantonner à des jugements a priori.

A ce titre, nous nous faisons l'écho des questions que beaucoup de Nations en développement se posent : "Faut-il qu'un pays passe par un conflit armé ou subisse une grande catastrophe pour pouvoir bénéficier d'une aide massive et rapide?"

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais réitérer la nécessité d'un nouveau « Plan Marshall pour l'Afrique », un programme qui permet:

- D'assurer le doublement de l'aide pour l'Afrique, avec des engagements concrets pour atteindre les OMD ;

- De prendre dès maintenant des mesures pour lancer une vraie révolution verte à grande échelle, afin d'éviter une nouvelle crise alimentaire plus tard ;
- De lancer à grande échelle des projets qui tirent meilleur parti des énergies renouvelables afin de rendre les économies moins dépendantes du pétrole ;
et
- De lancer à grande échelle des projets de reboisement pour contrecarrer les effets du changement climatique.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Ici à Doha, je vous demande à tous de faire preuve de leadership, de courage, de créativité et de solidarité.

Je sollicite de votre part leadership et courage pour prendre les mesures audacieuses qui relanceront l'économie mondiale, en y associant les pays en développement.

Je vous invite à faire preuve de créativité et de solidarité et de tout faire pour tenir la promesse de doubler l'aide pour l'Afrique. La TICAD 4, qui s'est tenue à Yokohama en mai 2008, est un exemple encourageant et prometteur de l'engagement des partenaires à soutenir le développement de l'Afrique en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Je vous encourage également à faire preuve de solidarité et à renoncer aux politiques commerciales qui aggravent la pauvreté, et à promouvoir l'aide pour le commerce.

Mais la bonne volonté et les bonnes intentions ne suffisent pas. Nous devons immédiatement passer à l'action, avant qu'il ne soit trop tard. Nous avons besoin d'agir, et nous avons besoin de résultats concrets.

J'espère que cette Conférence Internationale de Suivi sur le Financement du Développement fera date dans l'histoire en apportant des solutions concrètes et judicieuses.

J'espère que le message de Doha sera un message d'espoir - l'espoir que cette conférence tiendra ses promesses pour tous, pour que pays riches et pauvres puissent bâtir ensemble un monde plus juste et plus équilibré, un monde de responsabilités partagées et d'opportunités, un monde qui gagne.

Je vous remercie de votre aimable attention.